

# Dossier des migrants : la guerre entre PS et MR

**La problématique de l'accueil des demandeurs d'asile prend une nouvelle dimension. Rudy Demotte s'est opposé au plan du fédéral. L'occasion pour Olivier Chastel de critiquer très vivement les socialistes.**

**L**e libéralisme s'oppose à nouveau au conservatisme socialiste. » L'attaque est signée Olivier Chastel, président des libéraux francophones. Dans son viscéral ? Le PS, son meilleur ennemi. « Le gouvernement fédéral fait preuve de solidarité et d'humanisme en trouvant des solutions dans cette véritable crise de l'asile. Il est particulier de voir le PS, se prétendant être le grand défenseur de la solidarité, s'opposer à une telle mesure... Manifestement, quand c'est dans son propre jardin, le PS est frappé du syndrome de Nimby (Not in my backyard, pas dans mon jardin) qui l'empêche d'agir avec humanité pour le bien collectif », enchaîne le président du MR. Ces propos virulents, rares en plein

été, moment plutôt calme habituellement en polémiques politiques, ont été provoqués par la réaction courroucée de Rudy Demotte, figure de proue du PS et bourgmestre de Tournai. Sa ville doit accueillir environ 700 demandeurs d'asile dans une caserne militaire désaffectée. Une décision qui passe mal... « J'ai appris la nouvelle avec consternation », a débuté le ministre-président de la Communauté française, avant d'employer un ton beaucoup plus ferme : « Cela revient à ghettoïser des poches entières de population au statut précaire. En tant que socialiste, je ne peux l'accepter. » Il prône plutôt un meilleur partage de l'accueil entre toutes les communes.

Dans les rues de Tournai, les réactions

de la population sont également mitigées. « 700 ça fait beaucoup. Ça va être pire que Bruxelles », nous lance un habitant. Et un autre Tournaisien de sur-enchérir. « Est-ce que ce sera sécurisé ? Pourquoi on fait ça au lieu de construire des logements sociaux ? Ces personnes ne sont pas toutes mauvaises, il y en a des bons et des mauvais. Mais 700 personnes comme ça, je trouve que ce n'est pas une bonne idée. Il n'y a pas qu'à Tournai qu'il y a des bâtiments comme ça ! »

Au niveau politique, le reste de l'opposition fédérale ne se prive pas non plus pour critiquer la décision de la suédoise. « Le gouvernement dit qu'il agit parce qu'il y a une crise de l'asile et de l'accueil ? Mais cette crise, c'est lui qui l'a créée ! Ce

sont des pompiers pyromanes, dans la majorité fédérale », s'insurge Zakia Khattabi, coprésidente d'Ecolo, en pointant du doigt la fermeture, ces derniers mois, de quelque 2.000 places d'accueil. « Ils ont fait ça en dépit du bon sens. Il ne fallait quand même pas être un expert en géopolitique pour savoir ce qui se passait en matière de migration ! » De son côté, le secrétaire d'Etat Theo Francken (N-VA) « trouve dommage que des petits jeux politiques se jouent sur la tête de personnes qui sont vulnérables et qui fuient des pays en guerre ». Une chose est sûre, le débat risque encore d'enflammer le monde politique... ■

## Socialistes et libéraux se volent dans les plumes sur l'asile

- ▶ A Tournai, Demotte s'oppose à l'arrivée importante de réfugiés et parle de « calculs politiques ». Les habitants se montrent eux aussi inquiets.
- ▶ Le MR fustige le « conservatisme » du PS frappé du syndrome Nimby.
- ▶ Le cabinet Francken justifie la décision selon une logique « de disponibilité et de temps ».

**L**a réaction fut aussi virulente que surprenante. C'est de son lieu de villégiature que Rudy Demotte, bourgmestre en titre de Tournai, s'est fendu d'un communiqué au picrate pour s'opposer à ce qu'il appelle « le plan Francken et du Gouvernement fédéral ». Jeudi, le bourgmestre faisant fonction de la ville, Paul-Olivier Delannois (PS) apprenait en effet que le Gouvernement fédéral avait réquisitionné la caserne militaire Saint-Jean pour y relocaliser environ 700 demandeurs d'asile. Ce dernier avait déjà annoncé la couleur en dénonçant le nombre important de réfugiés, « 1 % de la population tournaisienne, 3 % des habitants du centre-ville », expliquait-il non sans déjà susciter quelques remous.

**Sur la Grand-Place de Tournai, Marie-Christine Marghem tentait de rassurer les habitants**

Mais vendredi, Rudy Demotte lui a emboîté le pas : « J'ai appris avec consternation que le secrétaire d'Etat Francken voulait concentrer sur Tournai entre 400 et 700 candidats réfugiés politiques, ce qui revient à ghettoïser des poches entières de population au statut précaire, explique-t-il. En tant que socialiste, je ne peux l'accepter. Je l'accepte d'autant moins que Tournai ne connaît pas des indices socio-économiques très favorables. Son CPAS doit déjà faire face à une précarisation importante. » Et Demotte de prôner un partage de l'accueil basé sur un équilibre géographique et socio-économique. « Ainsi, je trouverais équitable que les communes plus riches fassent un effort plus conséquent. Je ne vois a priori aucune straté-

gie inspirée de ces valeurs dans le plan du Secrétaire d'Etat Francken. À ce stade, n'ayant eu aucun contact direct avec les autorités

fédérales, je m'interroge sur le fait que la seule ville de Tournai se verrait dans l'obligation d'assumer entre un cinquième ou un tiers des quelque 2500 candidats réfugiés cités par Francken. On ne rend service ni aux réfugiés ni aux Tournaisiens. »

La position du bourgmestre et ministre-président de la Fédération Wallonie-Bruxelles n'est évidemment pas passée inaperçue au MR où Olivier Chastel s'est dit étonné d'un tel rejet par un socialiste : « Le Gouvernement fédéral fait preuve de solidarité et d'humanisme en trouvant des solutions dans cette véritable crise de l'asile. Il est particulier de voir le PS, se prétendant être le grand défenseur de la solidarité, s'opposer à une telle mesure... Manifestement, quand c'est dans son propre jardin, le PS est frappé du syndrome de Nimby (Not in my backyard, pas dans mon jardin) qui l'empêche d'agir avec huma-

mité pour le bien collectif. Le libéralisme s'oppose à nouveau au conservatisme socialiste. »

Et si le secrétaire d'Etat à l'Asile et aux Migrations, Theo Francken, a lui aussi réagi, ce sont surtout le PS et le MR qui s'étripent sur le sujet. La réalité politique locale n'y est sans doute pas étrangère. À Tournai, le PS dirige la ville avec le MR avec, à leur tête, deux poids lourds politiques. D'un côté, Rudy Demotte, bourgmestre en titre et de l'autre, la ministre fédérale de l'Energie, Marie-Christine Marghem, première échevine empêchée. Cette dernière a bien évidemment soutenu l'action de son gouvernement dans ce dossier : « C'est un geste élémentaire d'humanité et

*de solidarité pour faire face à une situation critique de l'asile en Europe.* » Vendredi, sur la Grand-Place de Tournai, la ministre tentait de rassurer un peu les habitants qui sont nombreux à l'apostropher sur le sujet. « *C'est une mesure provisoire et ponctuelle de trois mois, assure-t-elle. La caserne n'est pas destinée à accueillir définitivement des demandeurs d'asile, j'y veillerai personnellement.* » Une position qui fait ironiser le bourgmestre

faisant fonction, Paul-Olivier Delannois : « *Bien sûr, parce que le conflit syrien sera réglé dans trois mois !* »

Mais malgré ces divergences de vues sur ce dossier difficile, tous les acteurs concernés assurent que la majorité communale PS-MR n'est pas en danger à Tournai. Reste à voir si la rancœur politique ne sera pas trop tenace.

Car Demotte, lui, ne va pas par quatre chemins pour dénoncer ce

qu'il appelle une manœuvre politique : « *J'y vois le dessein de provoquer politiquement et, au passage, de créer un climat de tension entre communautés diverses avec des risques d'incompréhension évidents, générés par la peur de l'autre, la méconnaissance mais aussi l'absence d'un réel projet d'accueil de ces personnes.* » Et Demotte d'égratigner directement Marghem en évoquant les promesses non tenues concernant le palais de justice. « *Je vois*

*dans l'attitude du gouvernement fédéral (MR et consorts) un calcul politique et peut-être même une volonté implicite de mettre à mal la vie de notre cité* », conclut-il. Le dossier des demandeurs d'asile n'est pas clos. Certainement pas à Tournai. ■

SANDRA DURIEUX

## AU CABINET FRANCKEN

### « Que Monsieur Demotte dise cela est très surprenant ! »

Face au refus de Rudy Demotte, le bourgmestre PS en titre de Tournai, d'accueillir 700 demandeurs d'asile dans sa ville, le secrétaire d'Etat Theo Francken (N-VA) a réagi : « *Je trouve cela dommage que des petits jeux politiques se jouent sur la tête de personnes qui sont vulnérables et qui fuient des pays en guerre.* » A son cabinet, on reste sans voix : « *Y a-t-il une réaction à avoir face à ce refus ? Des concertations ont été menées. Les communes ont été averties. Des services de Fedasil avaient mené des visites préalables avant le coup de fil du secrétaire d'Etat. Que Monsieur*

*Demotte dise cela est très surprenant ! Dans le contexte mondial actuel, avec autant de personnes dans le besoin, la Belgique s'est engagée. Tout le monde doit participer, on ne va pas laisser les gens dans la rue !* » Quant au fait que Tournai doive accueillir un nombre plus élevé de réfugiés que la moyenne (jusqu'à 700 personnes), le cabinet précise : « *Il n'y a pas de clé de répartition. Nous avons regardé ce qui était disponible et il s'est avéré qu'il y avait de la place à Tournai. Nous sommes partis de la réalité du terrain. S'il y avait eu davantage de places ailleurs, ça aurait été ailleurs. C'est logique, c'est une question de disponibilité et de temps, puisqu'il s'agit d'une mesure d'urgence.* » Ainsi, le fédéral a choisi des lieux facilement aménageables.

A.-CH. B

# à Tournai « 700 ça fait beaucoup. Ça va être pire que Bruxelles »

L'annonce de la création de 450 à 790 places pour les demandeurs d'asile dans la caserne Saint-Jean de Tournai a suscité l'ire d'élus socialistes. Le citoyen de base, qu'en pense-t-il ? Autour de la caserne, inoccupée, il n'y a pas un chat. « *Vous savez, moi j'ai d'autres soucis, comment un vieux monsieur qui habite le quartier. Pourquoi est-ce qu'on ne fait rien pour éradiquer les passeurs ? Qu'on mette les chefs politiques de ces pays face à leurs responsabilités !* » Par rapport à l'arrivée probable de 700 migrants, la réaction ne se fait pas attendre, évoquant directement la question de la criminalité : « *On ne sait pas comment seront ces personnes... Vous savez, à Tournai, c'est moins sûr qu'avant.* »

Sur les quais, au bord de l'Escaut, quatre amis grillent une clope. La première inquiétude concerne les SDF : « *Que va-t-on en faire ? Ils sont accueillis là-bas en hiver.* » « *700 ça fait beaucoup. Ça va être pire que Bruxelles* », dit l'un. Après les réactions brutes, la réflexion s'amorce. Et pointe un sentiment d'injustice : « *Vous savez, c'est dur pour les jeunes de trouver du boulot. On n'est pas aidé. Si vous demandez une maison sociale, vous pouvez être sûr d'attendre une paire d'année pour en voir la couleur* », lance Frédérique, éducatrice de 28 ans, qui enchaîne les contrats précaires.

A quelques minutes à pied de là, dans le centre-ville, de nombreuses réactions sont

negatives, comme celle de René, routier de 60 ans : « *Et est-ce que ce sera sécurisé ? Pourquoi on fait ça au lieu de construire des logements sociaux ? Ces personnes ne sont pas toutes mauvaises, il y en a des bons et des mauvais. Mais 700 personnes*

*comme ça, je trouve que ce n'est pas une bonne idée. Il n'y a pas qu'à Tournai qu'il y a des bâtiments comme ça !* » A ses yeux, les craintes du bourgmestre ff Delannois sont fondées : il y a un risque d'augmentation du racisme, d'autant que le quartier de la caserne est, dit-il, déjà paupérisé.

### Un manque de concertation

Sur la Grand-Place, Cindy et Amandine, 32 et 23 ans, toutes deux demandeuses d'emploi, estiment que les migrants ont droit à une seconde chance et que c'est bien de ne pas laisser la caserne à l'abandon.

Mais elles s'inquiètent de l'impact sur les emplois disponibles dans la région.

Dans une rue attenante, Raphaël, ingénieur agronome d'origine congolaise, donne un peu de hauteur au débat : « *Les Occidentaux devraient réfléchir à leur rôle dans tout ça. Ils font des guerres là-bas, vendent des armes ! Voyez l'Afghanistan : ils ont voulu y amener de la démocratie, il n'y a que les talibans qui ont tiré leur épingle du jeu. Il faut travailler sur la source.* » Danièle, 53 ans, qui a été commerçante pendant 30 ans à Tournai, se demande pourquoi d'autres communes ne

participent pas. « *Chacun pourrait faire un effort, non ? Cette structure ne va rien rapporter au centre de la ville, dont les magasins sont déjà dépeuplés.* » Elle aussi est consciente de la nécessité d'accueillir les migrants, mais trouve qu'un chiffre plus « *raisonnable* » serait mieux adapté.

Au Centre public d'action sociale (CPAS), nous rencontrons le vice-président du Centre, Bernard Lefebvre (PS). Outre le fait qu'il dénonce le manque de concertation avec le fédéral, il estime que la décision aura forcément des conséquences pour le Centre, qui est déjà débordé : environ 1.200 personnes franchissent, chaque mois, les portes du CPAS. Il juge cela d'autant plus regrettable que le Centre a récemment dû fermer son initiative locale d'accueil pour étrangers, engendrant des licenciements. « *On ferme cet excellent service, grâce auquel ce public bénéficiait d'un accompagnement individualisé permettant une bonne intégration, pour ouvrir la caserne quelques mois plus tard ? Nous ferons tout pour aider ces personnes. Mais cela représente du stress pour nous dans une période qui est déjà difficile.* »

Bernard Lefebvre s'interroge aussi sur la continuité du plan grand froid : chaque hiver, la caserne accueille des sans-abri. Les deux projets pourront-ils cohabiter ? Le Relais social urbain cherche une solution avec le cabinet Francken. ■

ANN-CHARLOTTE BERSIPONT

« **Non au plan de Theo Francken et du gouvernement fédéral** »

RUDY DEMOTTE (PS)

« **Je trouve dommage que des petits jeux politiques se jouent sur la tête de personnes qui fuient des pays en guerre** »

THEO FRANCKEN (N-VA)

« **Le libéralisme s'oppose à nouveau au conservatisme socialiste** »

OLIVIER CHASTEL (MR)

## Zakia Khattabi « Des pompiers pyromanes au gouvernement fédéral »

M ercredi, la Chambre interrompra ses vacances pour entendre Theo Francken, en commission de l'Intérieur. La demande émane du Vlaams Belang, seul parti d'opposition à s'être spontanément exprimé sur la création de places d'accueil supplémentaires. Est-ce à dire que, côté francophone, tous les partis soutiennent le MR? Loin s'en faut...

« **Cette crise, le gouvernement l'a créée en fermant des places en dépit du bon sens** »

Au PS, où l'on est légèrement « coincé » par la sortie de Rudy Demotte (qui a quelque peu surpris, en interne), on se dit « pas opposé » à l'ouverture de casernes, pour répondre à une situation d'urgence. Mais, insiste-t-on au boulevard de l'Empereur, c'est une solution qui, sur le plan humain, ne peut durer. Le PS

plaide donc, d'une part, pour l'ouverture de structures d'accueil individuelles et, d'autre part, pour un plan de répartition des demandeurs d'asile entre les communes quand il y a un afflux de réfugiés. « C'est plus pratique à organiser et moins lourd pour les communes qui accueillent actuellement des grands centres », insistent les socialistes.

Chez Ecolo, le ton est bien plus sévère à l'égard du gouvernement. « Le gouvernement dit qu'il agit parce qu'il y a une crise de l'asile et de l'accueil ?, s'insurge Zakia Khattabi, coprésidente des Verts. Mais cette crise, c'est lui qui l'a créée ! Ce sont des pompiers pyromanes, dans la majorité fédérale. » Et de pointer la fermeture, ces derniers mois, de quelque 2.000 places d'accueil. « Ils ont fait ça en dépit du bon sens. Il ne fallait quand même pas être un expert en géopolitique pour savoir ce qui se passait en matière de migration ! »

Pour Zakia Khattabi, la réponse

du gouvernement « n'a donc rien de soudainement humain et généreux, ils essaient simplement d'éteindre l'incendie qu'ils ont eux-mêmes allumé ». Plus fondamentalement, la coprésidente des Verts regrette « le manque total d'une vraie politique de migration en Belgique ». « Là, on agit, contraint et forcé, parce qu'on est poussé dans le dos par l'Europe. Pas par humanité. Il suffit, d'ailleurs, de voir les déclarations de Theo Francken sur Twitter pour s'en rendre compte. »

Quant à la solution préconisée par Ecolo, elle passe, aussi, par un plan de dispersion, qui assure une solidarité entre communes. « On peut imaginer que, très vite, les casernes ne suffiront pas. Si le gouvernement se montrait prospectif, il pourrait anticiper, et construire des réponses structurelles avec les communes, ce qui éviterait des réactions, au niveau local, qui ne vont pas toujours dans le bon sens. » ■

VÉRONIQUE LAMQUIN

## communes Réactions en contraste

L'exaspération des bourgmestres tournaisiens - empêché et faisant fonction - à l'idée d'accueillir plusieurs centaines de demandeurs d'asile est à la mesure du silence des responsables politiques liégeois confrontés jeudi au même type d'annonce. Dans la Cité ardente, l'hôpital militaire Saint-Laurent abritera d'ici peu une centaine de réfugiés et s'ajoutera à d'autres centres liégeois pour demandeurs d'asile, à Ans ou à Bierset par exemple, où la Croix Rouge est déjà active. Le bourgmestre Willy Demeyer a appris la nouvelle en cette fin de semaine depuis son lieu de villégiature mais n'a pas cru bon d'y réagir, renfor-

çant le contraste entre Liège et Tournai.

A Florennes, son homologue MR Pierre Helson a bel et bien réagi lui, indiquant que, dans une large mesure il comprenait que le centre Fedasil, abrité dans d'anciens bâtiments militaires, voie sa capacité d'accueil passer de 300 à plus de 400 places.

Ailleurs? Les bourgmestres concernés ne sont pas encore forcément au courant de l'arrivée de nouveaux demandeurs d'asile même s'ils peuvent s'en douter. En effet, les 300 autres réfugiés qui seront accueillis en Wallonie seront hébergés dans un des 18 centres d'accueil déjà gérés par la Croix-Rouge. « Six centres de-

vraient être concernés, explique Billy Jüngling, directeur du département accueil des demandeurs d'asile. Celui de Bouvy en accueillera une septantaine. Ceux de Bierset et de Fraipont, respectivement une vingtaine et une dizaine par exemple. Il faut encore savoir, pour répondre aux inquiétudes, que pour chaque centre, il existe un comité d'accompagnement au sein duquel on retrouve des riverains des sites. Ces structures permettent de désamorcer les problèmes éventuels. Avec les autorités politiques locales, nous dialoguons également beaucoup pour que tout se passe au mieux. » ■

MATHIEU COLINET

# le philosophe « Une oscillation entre sécuritaire et humanitaire »

## ENTRETIEN

**E**douard Delruelle est professeur de philosophie à l'Université de Liège (ULg). Il a été directeur du Centre pour l'égalité des chances.

**Pensez-vous que les gens ont une plus grande empathie pour les réfugiés dramatiques de Calais ou de Lampedusa que pour les immigrés ?**

*La question centrale, justement, est de savoir de qui on parle, des primo-arrivants ou des diasporas présentes depuis longtemps. Dans la perception des gens, tout cela est fort mélangé et les différences ne sont pas toujours visibles. Il n'y a rien de commun entre un demandeur d'asile érythréen et un jeune belge de la troisième génération d'origine marocaine. Mais c'est vrai que pour une partie de la population, tout cela est un même ensemble et cela décuple le sentiment d'invasion, de surreprésentation. On a une perception purement physique qui est la base du racisme. En fait, nous avons à cette question un rapport ambivalent et contradictoire. On oscille entre une réaction de peur, sécuritaire, née de l'idée qu'il faudrait refouler l'immigration, et des réactions humanitaires quand on voit le drame de ces gens mourant noyés dans des conditions atroces ou s'entassant à Calais. La même*

*personne pourra tenir un discours extrêmement dur sur l'immigration et en même temps se mobiliser contre l'expulsion d'un enfant qui est dans la classe de son fils. Ce sont deux approches*

*un peu irrationnelles entre lesquelles il est difficile d'avoir une politique claire.*

**Le bourgmestre PS de Tournai parle de « forte concentration » et de « sentiment d'insécurité »...**

*Ce ne sont pas des propos très intelligents, surtout de la part d'un homme de gauche et bourgmestre d'une grande ville pour laquelle le problème est plus gérable qu'en milieu rural. Lorsque l'on dit « La concentration génère de l'insécurité et du racisme », ce n'est absolument pas démontré scientifiquement. Et tout dépend de la façon dont on organise les rapports entre les migrants et la population locale. Il est clair que si l'on installe les choses directement sur le thème de la peur et de l'invasion, cela va évidemment et immédiatement créer de l'insécurité et du racisme. Mais on sait que là où les bourgmestres ont*

*pris des initiatives pour rapprocher les gens du quartier, les choses se passent bien, il y a un dialogue, une façon de s'appréhender. La concentration n'est pas un argument, tout dépend de comment on l'organise. Les*

*études montrent que ce sont les gens qui ont le plus de contacts avec des personnes immigrées qui sont les moins racistes. Le contact régulier diminue le racisme mais on doit l'organiser politiquement et socialement. Or, à Tournai, on suggère le contraire, que trop de contacts provoquerait l'insécurité. N'ayons pas peur de quelques centaines ou milliers de demandeurs d'asile, la Belgique peut très bien supporter cela.*

**Peut-on parler de phénomène « nimby » (« Not In My BackYard »), aidons-les mais mettez-les ailleurs que chez moi ?**

*Oui, effectivement, il y a un peu de cela, facilité par l'oscillation sécuritaire/humanitaire dont je parlais et, à la fin, le réflexe sécuritaire prend le dessus. D'une manière générale, c'est toute l'Europe qui est dans cette ambivalence que l'on voit bien dans les mesures qui sont prises : ce sont des mesures quasi-militaires d'une Europe forteresse et en même temps de compassion. Le résultat, c'est le déficit de vision politique dans un monde global. L'Europe forteresse se présente sous couvert de réalisme mais c'est la position la plus irréaliste qui soit. ■*

Propos recueillis par  
**JEAN-FRANÇOIS LAUWENS**

## Les reproches du HCR

Vincent Cochetel, directeur de la division Europe du Haut Commissariat aux Réfugiés de l'ONU (HCR), a exhorté le gouvernement grec à agir d'urgence face à la situation des migrants et des réfugiés qui débarquent en masse sur les îles grecques en provenance de la Turquie. Le HCR estime que, de janvier à juillet, environ 124.000 personnes sont arrivées de Turquie dans les îles grecques. En juillet, il y a eu 50.000 nouvelles arrivées, 20.000 de plus qu'en juin. Pour le Premier ministre grec Alexis Tsipras, c'est une situation qui « dépasse » la Grèce. Il a promis des mesures pour améliorer les infrastructures d'accueil et a appelé l'Union européenne à

aider son pays.

Les critiques du HCR visent également la France. Parlant de la crise à Calais, Vincent Cochetel a demandé la mobilisation des moyens déployés au moment des catastrophes naturelles. Pour lui, cette crise, qui concerne en moyenne 3.000 personnes sur place, est tout à fait « gérable ». Il demande de ne pas se limiter à des « mesurées », rappelant que ce problème se pose depuis 14 ans et qu'il « va continuer », car « on ne peut pas changer la géographie ». Le HCR demande au gouvernement français un « plan d'urgence global et durable » et lui rappelle ses devoirs en matière de droits de l'Homme. L'ONU critique par ailleurs le manque de coopération de la Grande-Bretagne. (afp)

## Passeurs arrêtés

La police italienne a annoncé vendredi avoir arrêté à Palerme cinq des survivants du naufrage ayant fait plus de 200 morts mercredi, deux Algériens, deux Libyens et un Tunisien âgés de 21 à 24 ans, soupçonnés d'avoir été des passeurs. Selon des témoignages recueillis auprès de quelque 360 autres survivants arrivés jeudi à Palerme, l'un était le pilote du bateau disparu, deux autres l'assistaient, tandis que les derniers étaient chargés d'empêcher les passagers de bouger. Ceux-ci ont en particulier fait usage de couteaux et de bâtons pendant le voyage pour empêcher les passagers de la soute, essentiellement d'origine africaine, de gagner le pont. (afp)